

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle: **22806C**

Inscrit le 13 avril 2007

AUDIENCE PUBLIQUE DU 7 JUIN 2007

**Recours formé par M. XXX XXX, XXX
contre deux décisions du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
en matière de statut de réfugié
Appel
(jugement entrepris du 14 mars 2007, no 22297 du rôle)**

Vu l'acte d'appel déposé au greffe de la Cour administrative le 13 avril 2007 par Maître Frank WIES, avocat à la Cour, au nom de M. XXX XXX, né le 23 septembre 1976 à XXX (Iran), de nationalité iranienne, demeurant à L-XXX, contre un jugement rendu en matière de statut de réfugié par le tribunal administratif le 14 mars 2007, à la requête de l'actuel appelant tendant à la réformation d'une décision du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration du 21 septembre 2006 portant rejet de sa demande en reconnaissance du statut de réfugié comme n'étant pas fondée, ainsi que d'une décision confirmative du même ministre prise le 9 novembre 2006 sur recours gracieux ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 18 avril 2007 par Mme le délégué du gouvernement Jacqueline GUILLOU-JACQUES ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le conseiller rapporteur entendu en son rapport et Maître Frank WIES, ainsi que M. le délégué du gouvernement Guy SCHLEDER en leurs plaidoiries respectives.

Par jugement rendu le 14 mars 2007, le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties, a débouté M. XXX XXX de son recours tendant à la réformation d'une décision du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration du 21 septembre 2006 portant rejet de sa demande en reconnaissance du statut de réfugié comme n'étant pas fondée, telle que cette décision a été confirmée par le même ministre le 9 novembre 2006 suite à un recours gracieux de M. XXX.

Le 13 avril 2007, Maître Frank WIES, agissant en nom et pour compte de M. XXX, a interjeté appel contre le susdit jugement.

L'appelant reproche aux premiers juges d'avoir fait une mauvaise application de la loi sinon une mauvaise appréciation des craintes de persécutions dont il a fait état à l'appui de sa demande d'asile.

Il réitère les motifs de persécutions mis en avant à l'appui de sa demande d'asile exposant être originaire de la ville de XXX en Iran et invoquant qu'au cours de l'accomplissement de son service militaire en 2002, il aurait été affecté comme simple soldat à la surveillance de la centrale nucléaire de XXX ; qu'une amie dénommée XXX, qui l'aurait convaincu au courant de l'année 1998 à se convertir au catholicisme et qui aurait soutenu financièrement sa famille pendant la durée de son service militaire, lui aurait demandé un croquis détaillé de l'intérieur de la centrale nucléaire ; que pour donner suite à cette demande qu'il ne pouvait refuser, il aurait approché un soldat russe ayant accès à l'intérieur de ladite centrale ; que ce soldat se serait déclaré d'accord à lui fournir pareil dessin, à condition qu'il aie des rapports sexuels avec lui ; qu'au moment de prendre une douche avec ledit russe, des agents du service de renseignement iranien les auraient arrêtés ; qu'il aurait été interrogé et torturé pendant un mois, notamment concernant ses démarches en vue d'obtenir un dessin des installations de la centrale nucléaire et sa conversion à la religion catholique, conversion visible en raison d'un tatouage en forme de croix sur son bras gauche, ainsi que ses prétendues tendances homosexuelles et que par la suite au cours d'un simulacre de procès, il aurait été condamné à une peine d'emprisonnement de 5 ans et 7 mois, sans qu'un jugement officiel par écrit n'ait été rendu à son encontre et que ce ne serait qu'avec l'aide d'un notable qu'il aurait eu droit à des sorties de prison, précisant qu'à l'occasion de sa deuxième sortie de prison, il aurait pu s'enfuir d'Iran.

L'appelant reproche aux premiers juges de ne pas avoir recherché si aux yeux de ses persécuteurs il était considéré comme étant particulièrement exposé en raison des opinions politiques lui imputées en rapport avec sa tentative de se procurer un plan d'une centrale nucléaire ou en raison de son appartenance à un certain groupe social.

Il ajoute encore que les tortures, condamnation et emprisonnement qu'il aurait dû subir caractériseraient des actes de persécution graves et laisseraient transparaître que ses persécuteurs lui imputaient des motivations politiques.

En ordre subsidiaire, l'appelant demande à la Cour de « *rechercher, dans le cadre du présent recours en pleine juridiction, l'existence dans le chef de Monsieur XXX d'un risque de subir la peine de mort ou des actes de torture voire des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants au sens de l'article 37 de la loi du 5 mai 2006 sur le droit d'asile, de manière à lui garantir le bénéfice de la protection subsidiaire* ».

L'Etat a pris position dans un mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 18 avril 2007. Dans son mémoire, le délégué du gouvernement conclut à la confirmation du jugement entrepris pour les motifs y contenus et par référence à son mémoire de première instance.

L'appel est recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

Sur le vu des faits de la cause qui sont les mêmes que ceux soumis aux juges de première instance, la Cour arrive à la conclusion que ceux-ci ont apprécié ces derniers à leur juste valeur et en ont tiré des conclusions juridiques exactes.

En effet, dès lors que l'actuel appelant est resté et reste en défaut de produire le moindre élément de preuve à l'appui de ses dires relativement à ses arrestation, emprisonnement et condamnation de sorte qu'ils restent à l'état de simples allégations, étant relevé que les premiers juges ont à bon escient insisté sur ce qu'il est difficilement concevable que l'intéressé n'ait pas cherché à se procurer une quelconque pièce susceptible de documenter son arrestation et la condamnation subséquente, d'autant plus qu'il a pu bénéficier, d'après ses dires, de l'aide d'un notable influent.

Il s'y ajoute, que les premiers juges ne sont pas critiquables, mais sont à suivre en ce qu'ils ont dégagé des éléments d'appréciation soumis en cause qu'une condamnation à une peine d'emprisonnement ferme pour avoir essayé d'obtenir pour compte d'un tiers un dessin d'un site militaire, en l'espèce une centrale nucléaire, ne constitue pas *ipso facto* un acte de persécution du fait de la race, de la religion, de la nationalité, de l'appartenance à un certain groupe social ou du fait d'opinions politiques, mais au contraire s'analyse *a priori* en une sanction prise à la suite d'une infraction de droit commun respectivement en raison d'une violation des obligations militaires du concerné, laquelle n'est pas susceptible de tomber dans le champ d'application de la Convention de Genève.

Ainsi, à défaut de preuve concrète relativement à des actes de persécution que le demandeur a subi ou des risques réels afférents, le récit du demandeur n'est à lui seul pas de nature à dégager l'existence d'un risque réel de persécution au sens de la Convention de Genève dans son chef.

En ce qui concerne la demande subsidiaire libellée par l'appelant tendant à se voir bénéficier d'une mesure de protection subsidiaire, force est de constater que pareille demande n'a pas été présentée au cours de la première instance et constitue partant une demande nouvelle irrecevable comme telle en application de l'article 41 (2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, étant précisé que le moyen d'irrecevabilité afférent a été soulevé d'office par la Cour et qu'il a été librement discuté à l'audience publique où l'affaire a été plaidée.

L'appel n'étant pas fondé, le jugement entrepris est à confirmer dans toute sa teneur.

Par ces motifs,

la Cour, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

reçoit l'appel du 13 avril 2007 ;

le dit non fondé et en déboute ;

partant **confirme** le jugement entrepris du 14 mars 2007 ;

déclare la demande subsidiaire de l'appelant tendant à se voir bénéficier d'une mesure de protection subsidiaire irrecevable ;

condamne l'appelant aux frais et dépens de l'instance.

Ainsi jugé par :

Marion Lanners, présidente,
Marc Feyereisen, conseiller,
Henri Campill, conseiller rapporteur,

et lu par la présidente Marion Lanners en l'audience publique au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête en présence du greffier en chef de la Cour Erny May.

le greffier en chef

la présidente